

## **JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'HIVER 2030 : UN ÉVÉNEMENT DÉJÀ HORS-PISTE ?**

**L'annonce du retrait de Martin Fourcade, à quelques jours de l'installation du COJOP, s'ajoute aux multiples incertitudes concernant l'organisation des JOP 2030 dans les Alpes françaises. Pourtant pressenti pour la présidence du comité, il affirme que sa vision des enjeux écologiques, sociaux et économiques ne serait pas compatible avec les réalités du projet. Une énième complication pour un projet déjà bien fragile.**

Dans un contexte financier tendu, s'engager dans un événement à plusieurs milliards d'euros questionne alors même que l'ensemble des garanties ne semblent pas figurer dans le budget de l'État adopté la semaine dernière. Qui devra donc supporter le poids financier de cet événement ? Et comment s'assurer que ce ne seront pas les collectivités locales, déjà amputées de 2,2 milliards d'euros dans ce budget ?

D'ailleurs, lors de l'assemblée plénière de décembre 2024, la délibération relative aux JOP 2030 a suscité des débats dépassant les clivages politiques traditionnels sur le sujet. Le rapport en question annonçait une enveloppe initiale de 2,9 millions d'euros pour le COJOP et la Solideo 2030, mais aucune pièce comptable ni statut précis n'avait été présenté aux élu·es. C'est dans ce cadre-là, que nous avons sollicité Mme Fabienne BUCCIO, Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfète du Rhône, pour qu'elle défère la délibération et qu'elle l'assortisse d'une demande de suspension. Notre vigilance doit rester totale pour nous assurer que tout se passe de manière sérieuse et transparente.

Les déficits chroniques des précédents JOP d'hiver, les retards accumulés dans la mise en place du COJOP et l'absence de consensus autour de sa présidence constituent autant de signaux alarmants. Pire encore, alors que les rapports de la Cour des comptes appellent à un changement de cap de la politique montagne, aucune réflexion sérieuse n'a été menée sur l'adaptation des modèles économiques des stations de montagne, ni sur la transition écologique et sociale de ces territoires.

Tout cela s'accompagne d'une absence totale de concertation privant ainsi les habitant·es et les acteurs locaux d'un débat pourtant nécessaire pour un projet d'une telle envergure. Plus globalement, il aurait fallu y inclure une stratégie collective portant des réflexions sur la démocratisation du sport et ses implications sociales.

Le CIO n'ayant pas, à ce jour, signé le contrat hôte, il est encore temps de réinterroger la pertinence d'organiser ces Jeux d'hiver en 2030 dans un contexte de crise politique et financière majeure pour la France. **Nous appelons donc à une gestion responsable et transparente des fonds publics et à un recentrage des priorités régionales, pour placer l'intérêt des citoyen·nes et des territoires au cœur des décisions, au risque de faire peser la dette de ces JOP sur les habitant·es et les générations futures car l'adage "les Jeux paieront les Jeux" est plus que jamais démenti.**